

Venezuela : premiers morts face au coup de force de Maduro

30 JUILLET 2017 PAR [KARL LASKE](#)

Boycottée par l'opposition, l'élection d'une assemblée constituante au Venezuela a provoqué de violents heurts. À 18 heures (minuit, à Paris), le bilan s'établissait à quatorze morts. Selon les autorités du pays, le taux de participation au scrutin s'élève à 41,53 %. Plusieurs pays voisins dont l'Argentine et la Colombie ont annoncé qu'ils ne reconnaissent pas le résultat du vote.

C'est un compte à rebours qu'a enclenché le président Nicolás Maduro, dimanche, en votant « *le premier* », dès six heures du matin, à l'élection de l'Assemblée constituante. Dans un climat d'état de siège, alors que le scrutin est boycotté par l'opposition, une assemblée monocolore de 537 « délégués » chargée d'élaborer une nouvelle constitution doit, selon les plans du président, s'installer dès la semaine prochaine. Et faire table rase de l'Assemblée nationale, élue démocratiquement en décembre 2015, mais dominée par l'opposition de la Mesa de Unidad Democrática (MUD).

« *Ce dimanche, l'on va décider si nous continuons d'exister comme République, ou si s'instaure un pouvoir personnel et totalitaire* », a commenté la procureure générale Luisa Ortega Díaz, pourtant légitimiste et chaviste historique. La magistrate, déjà menacée de sanctions, a qualifié de « *terrorisme d'État* » la réponse policière aux manifestants. Depuis le mois d'avril, 109 personnes ont déjà été tuées, et près d'un millier d'opposants ont été incarcérés.

Vendredi et samedi, de nombreux incidents sont survenus, impliquant des unités de la garde nationale bolivarienne (GNB) ayant fait irruption dans des zones résidentielles pour y chercher des manifestants, ou exercer des représailles, dans l'incompréhension des résidents. Des barricades sont apparues dans tout le pays. À 14 heures à Caracas (20 heures à Paris), on déplore déjà six personnes tuées :

quatre à Mérida, une à Sucre et une à Lara. Parmi les victimes, Ricardo Campos, 30 ans, secrétaire des jeunes d'Acción Democrática (AD), a été tué par balle à Cumana, dans l'État de Sucre. Un candidat chaviste, José Félix Pineda Marcano, a également été abattu par des inconnus à Ciudad Bolívar. De nombreux affrontements en marge des cortèges sont rapportés par les médias dans plusieurs villes. Des photos de bureaux de vote vides circulent également sur twitter. Vers 18 heures (minuit à Paris), le bilan s'établissait à 14 morts.

Le 16 juillet dernier, l'actuel parlement a réussi une démonstration de force en faisant voter 7,5 millions de personnes à son référendum contre le projet d'Assemblée constituante. Sans toutefois ébranler l'actuel pouvoir exécutif, en dépit de l'émergence d'une dissidence chaviste. Le scrutin mis en place par le pouvoir instaure un vote par circonscription, ainsi qu'un vote par catégorie socio-professionnelle, censé conforter son influence. Le MUD, qui a rejeté cette élection, a donc appelé à une grève générale vendredi et samedi, et à un boycott du scrutin dimanche.

Des forces syndicales de gauche, le syndicat des travailleurs de l'Université centrale du Venezuela (Sindicato de Trabajadores de la UCV), la Fédération des travailleurs du pétrole (FUTPV, Federación Unica de Trabajadores Petroleros de Venezuela) ont aussi appelé à boycotter l'Assemblée nationale constituante, qualifiée de « *farce* », « *frauduleuse et antidémocratique* ». « *De façon cynique, le gouvernement dit qu'il n'est pas nécessaire de consulter le peuple pour qu'il dise s'il veut ou pas une assemblée constituante, mettant en évidence qu'ils n'ont jamais cru dans une participation active du peuple* », concluent ces organisations, qui déplorent la tentative de la faire approuver par « *le sang et le feu* »...

Selon le quotidien espagnol *El País*, des pourparlers entre le pouvoir et l'opposition ont mobilisé jusqu'au bout plusieurs émissaires, tels que l'ancien chef d'État espagnol Luis Rodríguez Zapatero, pour surseoir à l'élection de la constituante. Selon Ángel Oropeza, l'un des coordinateurs du MUD, le gouvernement « *n'est pas homogène* », voire « *fracturé* », et l'aile la plus hostile à un accord l'a finalement emporté. Le plus favorable à l'aventure étant, d'après le MUD, Ángel

Oropeza, le vice-président du PSUV (Partido Socialista Unido de Venezuela), qui espère prendre la tête de la nouvelle instance.

« *L'heure est grave. Mais personne ne sait à quel point !* » commente un journaliste vénézuélien. L'ampleur et le niveau de la violence employée par la garde nationale bolivarienne contre les manifestations font redouter l'escalade, et la militarisation de la répression. Craignant une « *spirale de la répression* », José Miguel Vivanco, directeur Amérique de l'ONG Human Rights Watch, a estimé que « *permettre à Maduro d'avancer avec son assemblée constituante sera tragique pour le Venezuela* ». Il s'agit, pour le président, non seulement de « *se maintenir au pouvoir* », mais « *de démanteler rapidement le peu d'institutions indépendantes qui restent sur pied* », à savoir l'Assemblée nationale et le ministère public. Le 5 juillet dernier, le parlement avait été investi par un collectif chaviste, qui s'en était pris physiquement aux députés de l'opposition, faisant plusieurs blessés parmi eux.

Un militant témoigne des brimades exercées par la garde nationale sur les interpellés et les conditions d'incarcération à Maracay. Les manifestants, après avoir été roués de coups, sont entassés par groupes de 15 à 20 personnes dans des cachots d'un mètre et demi sur trois, et contraints de rester debout. « *Ces cachots sont un enfer* », a-t-il expliqué. Le 13 juillet, l'agression d'un blogueur non violent par des membres de la police nationale et de la garde nationale bolivarienne a été filmée sur le parking d'un centre commercial à Barcelone (Anzoátegui). Les images (très violentes) sont ici.

Amnesty international a fait savoir qu'elle avait « *pu établir que les forces de sécurité avaient réprimé violemment des manifestations antigouvernementales* », ces trois derniers mois. « *Il ressort de l'analyse des faits que les actes commis traduisent non seulement une réaction incontrôlée de la part de certains agents mais aussi une pratique préméditée qui consiste à recourir à la violence pour étouffer les critiques* », note l'ONG.

Dans un rapport du 10 juillet, Amnesty a cité l'exemple de Juan Pernaleta, décédé après avoir été touché en pleine poitrine par une bombe lacrymogène alors qu'il manifestait à Caracas en avril

2017. « *Les forces de sécurité ont aussi utilisé des armes meurtrières lors de rassemblements, faisant des morts et des blessés, parmi lesquels Fabián Urbina, abattu le 20 juin 2017 par un membre de la garde nationale pendant une manifestation à Caracas* », a-t-elle relevé.

« *Si les autorités ne changent pas radicalement d'attitude en mettant fin à la répression violente et préméditée qui cible les personnes considérées comme critiques à l'égard du gouvernement, des preuves irréfutables continueront à s'accumuler et les auteurs de ces actes ainsi que l'État seront amenés à rendre des comptes devant la justice pénale internationale* », a averti Amnesty.